

Contre le réaménagement des services des Finances publiques

Mobilisation. Les élus vont voter une motion et le syndicat appelle à la grève.

En Lozère, les services des Finances publiques sont à cran. Au cours des dix dernières années, on a perdu 64 emplois, soit un tiers des effectifs ! On est le plus petit service de métropole, juste devant Mayotte et la Guyane, s'exclame Désiré Ropers, secrétaire départementale de la section Solidaires, Finances publiques 48.

« Aujourd'hui, une nouvelle réforme baptisée Nouveau réseau de proximité prévoit une réorganisation des services en interne et sur le territoire. Avec à la clé, des fermetures de trésorerie, le transfert de l'accueil du public dans les maisons de service au public. On parle aussi beaucoup d'un budget en baisse avec des diminutions d'effectifs qui se poursuivent. »

Les élus mobilisés

Depuis le début de l'été, la section Solidaires, Finances publiques 48, qui demande le statu quo sur le nombre d'agents et le nombre de tré-



■ Pour le secrétaire général de Solidaires, Finances Publiques 48, il y a urgence.

M.-P.V.

soreries en Lozère, a sensibilisé les élus qui se mobilisent. Ce vendredi 6 septembre, la présidente du conseil départemental, invitant également les maires et présidents de communauté de communes, convoque une réunion extraordinaire. Cette dernière examinera un texte de motion relatif à l'organisation territoriale des services de la

Direction Générale des Finances Publiques en Lozère. Aussi, la section Solidaires a décidé d'appeler à la grève et à un rassemblement à 10 h devant la direction. Chacun étant invité à venir, habillé de noir. « Ce projet fait l'unanimité contre lui et une grève nationale est programmée le 16 septembre prochain. Mais nous avons décidé de profi-

ter aussi de la mobilisation des élus lozériens. À l'issue du rassemblement, nous irons les retrouver pour un grand moment républicain. »

Un casse-croûte sera également organisé à midi sur le parking de la DDFIP.

MARIE-PASCALE VINCENT
mpvincent@midilibre.com

ET AUSSI « Une réforme qui ne s'inscrit pas en faveur des services au public » Pour le syndicat, les inquiétudes sont nombreuses

« Cette réforme n'est pas destinée à améliorer le service public mais à atteindre l'objectif de réduction de fonctionnaires décidé par le président. Dans ce cadre, le service des impôts aux entreprises de Langogne a fermé début 2019 et a été transféré à Mende, sans personnel supplémentaire. On pourrait le concevoir car bien des démarches désormais se font par

internet. Mais ce changement intervient l'année de la réforme du prélèvement à la source qui ne se fait pas toute seule, détaille Désiré Ropers. C'est pourtant le prélèvement à la source que le ministre Gérald Darmanin évoque pour justifier de nouvelles baisses d'effectifs, soit 5 775 emplois en moins en quatre ans pour les Finances publiques, 9 par an en

Lozère. » Et selon le syndicaliste, la liste des sujets d'inquiétudes est longue : fermeture des trésoreries de Saint-Chély, La Canorgue, réduction des services à la gestion comptable pour Marvejols, Florac, Langogne, etc. « Les particuliers avec une question fiscale devront s'adresser aux MSAP qui, faute de personnes formées, appelleront Mende ! Une drôle de conception de la

proximité et encore un transfert de charges vers les collectivités ! La réforme prévoit aussi de scinder la gestion comptable, du service de conseil. Ce qui risque d'entraîner des dérives. En Lozère, c'est Solidaires qui mobilise. FO ou la CGT sont absents en raison d'un jeu de mutation du personnel, mais la fronde est unanime au niveau national. »

« En Chemin, j'ai rencontré »